

AU SOIR D'ALGÉRIE

chroniquement défaillant»

(2^e partie et fin)

A peine un toilettage avec définition de meilleures pratiques constitutionnelles. C'est un exercice dévoyé de la Constitution qui, au demeurant, a conduit à ces nombreux dysfonctionnements qui ont entaché les mandats successifs du président Bouteflika. Imaginons que l'objectif des réformes projetées pourrait être d'améliorer la qualité de la représentation populaire, de fluidifier le fonctionnement des institutions élues et de tempérer les pouvoirs du président de la République.

La possibilité ouverte au président de la République de recourir, inconsiderement, aux ordonnances pourrait être, ainsi, réduite.

La révision constitutionnelle pourrait avoir pour objet, aussi, de mieux consacrer la responsabilité du député devant ses électeurs, le caractère national actuel de son mandat l'autorisant à se soustraire à tout contrôle local. Peut-être, enfin, le droit de saisine du Conseil constitutionnel pourrait-il être élargi aux députés. Bref, il existe matière à renforcer la pratique démocratique, même dans le cadre constitutionnel actuel.

L'innovation majeure de la révision constitutionnelle projetée pourrait être, cependant, l'institution du poste de vice-président de la République, non pas pour permettre un meilleur fonctionnement démocratique du système, mais pour favoriser une succession «arrangée» du président de la République.

Examinons, ensuite, la révision du cadre législatif. Que de lois organiques en suspens, particulièrement celle sur la sécurité nationale, expressément prévue par la Constitution et combien de nouvelles à élaborer, telle celle qui devrait régir la Haute Cour de justice, symbole du principe d'égalité de tous devant la loi. Pour éviter que les exécutifs, au gré de leur humeur et de la conjoncture, n'aggravent les dispositions limitatives à la liberté d'informer, ne faudrait-il pas soumettre la matière, le code de l'information, à une loi organique ?

Les lois organiques sur les partis et sur le régime électoral qui doivent être révisées simultanément pourraient l'être, quant à elles, à travers l'introduction de la proportionnelle et la levée de l'interdiction de constitution de partis sur une base religieuse, dans le sens d'une reconfiguration du champ politique algérien en vue de le réduire à deux ou trois partis essentiels.

C'est un projet dont le président Bouteflika, depuis longtemps, s'est réclamé. Pourquoi, cependant, le président Bouteflika, plutôt rétif au contrôle international des élections en Algérie, se résoudrait-il à cette extrême, jusqu'à envisager de l'institutionnaliser ? C'est peut-être pour rendre encore plus incontestable la victoire d'un éventuel nouveau parti islamiste.

S'agissant de la dépénalisation du délit de presse, tout en ne contestant pas l'intérêt de la disposition, il faut convenir que sans l'ouverture du champ audiovisuel à l'investissement privé, la liberté d'information sera toujours relative. Finalement, tout porte à croire que les réformes projetées visent à aménager le système en lui gardant, pour l'essentiel, sa texture actuelle et le com-

munié du dernier Conseil des ministres ne fait que l'attester. Bref, dans la démarche du président Bouteflika, c'est l'aspect tactique qui prédomine, avec la ruse et le louvoiement, en aucune manière, la dimension stratégique reposant sur une volonté audacieuse de transformer, radicalement, le système de gouvernance présent.

Vous affichez une hostilité systématique au président Bouteflika. Vous excluez, donc, définitivement, la possibilité d'un dénouement pacifique de la crise actuelle ?

Le président Bouteflika, en tant que personne, n'est pas au cœur de la problématique qui requiert ici l'attention. Ne nous attardons pas sur les aspects subjectifs, y compris lorsqu'il s'agit de l'état de santé de M. Bouteflika. Ce n'est pas un motif de joie que d'assister à cet affaissement psychologique et physique du chef de l'Etat. La télévision lui aura rendu, à cet égard, un bien mauvais service. Allons au fond des choses. C'est le système, dans sa globalité, qui est en cause.

Nous assistons, justement, à l'agonie de ce système.

Avec un système de gouvernance ankylosé, un chef de l'Etat chroniquement indisponible et un pouvoir plutôt émietté, pensez-vous qu'il puisse exister, quelque part dans le système, un pôle de pouvoir capable de concevoir un programme de réformes politiques cohérent et audacieux puis de le mettre en œuvre ? Le profond divorce qui oppose la rue aux pouvoirs publics ainsi que l'incurie d'un régime démuné de perspectives stratégiques augurent, au contraire, d'une explosion sociale que seule la distribution inconsiderée de la rente pétrolière permet de différer.

Le président Bouteflika, estimez-vous, cherche à gagner du temps ? Pour quelle fin ?

Arranger les conditions de sa succession, sans doute. Avec l'ambition de laisser une empreinte sur l'histoire et le souci de disposer de garanties pour lui-même et pour ses proches.

Le président Bouteflika s'attelle à disposer du temps nécessaire pour appliquer sa véritable feuille de route qui se résume en deux projets qui ont toujours été présents dans son esprit.

Favoriser l'émergence d'un nouveau parti islamiste populaire qui constituerait, dans la durée, le fondement de la vie politique en Algérie.

Un parti qui lui serait reconnaissant de lui avoir frayé le chemin du pouvoir. Dissoudre symboliquement les services de renseignement en leur substituant, aussitôt, de nouvelles structures.

L'important étant de paraître comme

le chef de l'Etat qui aura réduit tous les centres de pouvoir non institutionnels.

Dans l'un et l'autre cas, il compte s'assurer – s'il ne l'a déjà fait – de l'appui des puissances occidentales, les Etats-Unis en premier lieu. Il faut penser que le temps et les hommes risquent de lui manquer.

Le président Bouteflika avait l'habitude, en effet, de venir à bout de ses protagonistes en les épuisant dans une course de fond qui paraissait sans fin. Comme l'a rapporté, publiquement l'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, auquel il s'était confié, le président Bouteflika, à présent, «dispose de plus de conviction que de force».

Comment expliquez-vous l'accueil favorable recueilli à l'étranger par le discours du président Bouteflika et le train de réformes annoncé ?

Probablement, les puissances étrangères concernées doivent-elles considérer que l'Algérie riche à profusion de son pétrole a le temps de le dilapider avant que son peuple ne se soulève. Dans le cas des Etats-Unis, il ne faut pas exclure que des concessions majeures – sur le pétrole, le Sahara occidental et la Palestine – soient recherchées auprès d'un régime affaibli.

Du côté français, soyez sûrs que «De Gaulle mort», c'est surtout le pactole de la rente pétrolière qui doit guider la démarche. Il doit s'agir, cependant, de la part de ces puissances étrangères d'un appui tactique seulement. Les puissances occidentales, ayant déjà fort à faire dans la région, pourraient préférer, en effet, que l'effet domino s'exerce le plus tard possible en Algérie. Peut-être, également, ce qui vient d'être évoqué sous le vocable de «véritable feuille de route» du président Bouteflika correspond-il aux standards que ces puissances occidentales s'efforcent d'imposer au monde arabe ?

Quel tableau pourriez-vous dresser si vous deviez comparer atouts et handicaps de l'Algérie en 2011 ?

Limitons-nous, pour cette comparaison, aux grands agrégats. Pour les handicaps, ce sont prioritairement la qualité médiocre de la gouvernance publique et l'absence d'alternative crédible, en termes de formation et de leaders politiques. Pour les atouts, ce sont essentiellement un peuple largement dominé par une jeunesse avide de justice et de progrès et plein de vitalité avec, à côté, une armée relativement homogène et bien structurée, dotée de chefs militaires jeunes et compétents, en phase avec la société. Les richesses naturelles du pays et les ressources financières gérées

peuvent constituer un atout autant qu'un handicap.

Par gouvernance publique, vous visez les hommes ou le système ?

Du point de vue théorique, c'est le système qui, incontestablement, est devenu chroniquement défaillant. Mais sur le plan pratique, la qualité médiocre des dirigeants n'est pas en reste. Dans les années soixante-dix, au sommet de sa gloire, le général Giap, en visite en Algérie, avait prononcé une phrase restée mémorable : «Les impérialistes sont de mauvais élèves.» Il faut imaginer que les dirigeants algériens ne sont pas meilleurs élèves !

Votre avis semble indécis, cependant, pour le cas précis du président Bouteflika...

Le président Bouteflika est servi, en effet, dans l'exercice du pouvoir précisément-le bien, par une intuition tactique exceptionnelle mais il est, désormais, handicapé par un état de santé pour le moins incertain.

Finalement, quels scénarios imaginez-vous à propos de l'évolution de la situation en Algérie ?

Le scénario d'une véritable transition démocratique initiée, dans un cadre consensuel, par les pouvoirs publics en place paraît invraisemblable. Le scénario d'une transition au forceps imposé par le pouvoir lui-même, à travers le choix coopté d'un successeur à l'actuel président de la République, a peu de chances de se vérifier en raison du risque de rejet brutal par la population.

Le scénario d'une transition imposée par l'armée, hors un soutien populaire explicite et préalable, paraît dans le contexte prévalant improbable.

Le scénario d'une transition conduite par un nouveau puissant parti islamiste parvenu au pouvoir par un scrutin incontestable n'est pas à exclure, surtout si ce parti accepte, clairement, le cadre constitutionnel en vigueur. Mais la faisabilité reste à prouver.

Le scénario le plus probable reste celui d'un dénouement violent avec déroulement de manifestations populaires incontrôlables.

Puisque vous privilégiez, clairement, le scénario du dénouement violent de la crise, quelles sont les menaces essentielles qui, dans ce cas, pourraient peser sur l'Algérie ?

Une dislocation de la cohésion sociale avec amputation du territoire national. Menaces aggravées par le risque éventuel d'effritement de l'unité de l'armée. Ce ne sont pas de simples menaces virtuelles.

Quel est le défi majeur à relever pour les futurs dirigeants d'une Algérie démocratique ?

Réconcilier morale et politique dans un pays où la gouvernance publique a pris toute sa liberté avec les valeurs éthiques. Ce n'est pas une vision romantique des choses, c'est une exigence qui est au cœur des attentes populaires.

Entretien réalisé par
H. M.